

LE SOCIALISME

Le 28 novembre 2023

Cela devient de plus en plus compliqué pour faire une rapide revue de presse quotidienne, depuis que Yahoo a littéralement fait disparaître cette rubrique, et je n'ai pas trouvé un support équivalent.

Tous les blogs généralistes filtrent les infos et privilégient les faits divers ou des sujets sans intérêt, l'essentiel passe à la trappe.

J'ai bien trouvé un support qui fournit les titres des différents médias, mais il faut les ouvrir les uns après les autres, et les infos intéressantes sont relayées en page 2 ou 3 quand il y en a, et de plus les articles ne figurent plus intégralement, ils sont réservés aux abonnés dont je ne suis pas évidemment, du coup une fois que j'ai trouvé un truc intéressant, je dois recourir au moteur de recherche de Google pour trouver les articles en entiers, pas toujours bien sûr, bref, cela occasionne une importante perte de temps et les yeux fatiguent.

En famille. Le mythe du milliardaire libertarien sauveur de l'humanité volatilisé !

Musk ne fournira pas internet à Gaza sans l'approbation israélienne - RT 27 novembre 2023

En voyage en Israël ce 27 novembre, le PDG de X (ex-Twitter) Elon Musk a rencontré les officiels israéliens, dont le Premier ministre Benjamin Netanyahu et le président Isaac Herzog. Sur la plateforme X, le ministre israélien de la Communication Shlomo Karhi a félicité Elon Musk pour un «*accord de principe*» sur l'utilisation du réseau Starlink, précisant que «*les unités satellitaires Starlink ne pouvaient être exploitées en Israël qu'avec l'approbation du ministère israélien, y compris dans la bande de Gaza*». RT 27 novembre 2023

J-C – Musk avait déjà offert ses services au régime néonazi ukrainien, en mettant son réseau Starlink à la disposition de son armée...

Enfin, c'est à une insurrection à laquelle nous avons assisté le 7 octobre 2023 en Palestine occupée, d'où l'acharnement à en faire une action terroriste.

Elle fut réalisée avec le soutien de la majorité du peuple palestinien opprimé en son nom, et non au nom des intérêts particuliers de factions minoritaires palestiniennes contrairement à ce que les commentaires avancèrent.

C'est à croire qu'ils craignaient sa signification et sa portée politique, car ce soulèvement révolutionnaire remettait à l'ordre du jour le combat de tous les exploités pour en finir avec le

régime capitaliste qui les opprime ou se libérer du colonialisme exercé par toutes les grandes puissances.

C'est aussi ce que la réaction craint le plus, car elle a tiré les leçons de la lutte de classes du passé, et elle sait que lorsque le prolétariat se lance à l'assaut de sa citadelle quelque part dans le monde, le risque est grand que cela donne des idées à d'autres ailleurs de vouloir les imiter.

Ils n'apprécient pas du tout également le tour que vient de leur jouer le peuple palestinien, parce que cela pourrait perturber leur propre agenda politique ou compromettre le consensus qu'il était parvenu à conclure avec des pans entiers de la jeunesse et des couches de la classe ouvrière et des classes moyenne au terme d'un processus politique qui avait trainé en longueur durant de longues années, d'un coup c'est le profit qu'il escomptait en tirer qui risquait de partir en fumée.

En accordant leur soutien inconditionnel à un abominable massacre perpétré sur des milliers de femmes et d'enfants innocents n'ayant aucun endroit pour fuir ou échapper à leurs agresseurs, ils allaient se faire les complices d'une monstrueuse injustice, d'un génocide commis en direct par un Etat colonial immonde, infréquentable, qui n'était rien d'autre que leur propre immonde créature, ce que les commentateurs finiraient rapidement par rappeler, pourquoi, mais parce que le passé vous rattrape toujours un jour, c'est bien connu. Du coup, dans chaque pays les travailleurs allaient prendre conscience que c'était l'image de leurs propres oppresseurs qu'ils avaient sous les yeux, alors de là à ce que le courage héroïque du peuple palestinien fasse des émules ou les encourage à se mobiliser contre leur propre régime.

Sachant que leur régime est fragile et ne tient que grâce à la division qui existe entre les couches les plus évoluées de la classe ouvrière et des classes moyennes, leur unité pourrait contrarier tous leurs plans, pire si à cette occasion certains renouaient avec le social, le pire scénario, leur cauchemar.

De la même manière, les Américains et leurs larbins sionistes craignent par-dessus tout l'alliance des travailleurs juifs et musulmans palestiniens ou arabes avec les antisionistes de tout bord, y compris juifs d'origine ou convertis qui ne se reconnaissent pas dans Israël et signerait son arrêt de mort, et au-delà celui de tous les Etats arabes du Moyen-Orient et des monarchies du Golfe qui se retrouveraient fragilisés ou déstabilisés pour les premiers, totalement isolés pour les seconds.

Deux facteurs au moins permettent d'affirmer qu'on était bien en présence d'un soulèvement révolutionnaire populaire. D'une part, parce qu'il a été réalisé par le peuple palestinien, d'autre part parce qu'ils n'avaient rien à perdre, puisque l'économie des territoires palestiniens était asphyxiée ou demeurait sous-développée, dépendait entièrement de l'occupant et de la « *générosité* » malintentionnées de donateurs internationaux, de telle sorte qu'ils n'avaient aucune indépendance ou souveraineté politique et seraient condamnés à ne jamais en avoir ou leurs aspirations légitimes ou historiques ne seraient satisfaites, alors quand à disparaître, entre se résigner au destin injuste qui les avaient été réservés par leurs tortionnaires ou se soulever quitte à y laisser leur vie, ils choisirent au prix d'un lourd sacrifice de défendre leur honneur ou leur dignité, la juste cause pour laquelle ils combattent depuis toujours.

Voyons en quoi consistent ces deux facteurs, on vient de voir brièvement comment ils s'articulent.

Le premier, c'est que lorsque l'avant-garde combattante du peuple palestinien franchirent la ligne de sécurité qui les séparaient des colons, des Palestiniens commencèrent à affluer vers la brèche ouverte et la franchirent à leur tour les armes à la main, ils n'appartenaient à aucune organisation, c'était de simple travailleurs palestiniens.

Le second, c'est qu'il n'existe pratiquement pas de grandes entreprises dans les bantoustans palestiniens, tout au plus selon les Echos du 11 octobre 2023, "*une proto-industrie s'est développée en Cisjordanie, elle est constituée de petites unités de transformation et emploie une main-d'œuvre faiblement qualifiée et mal rémunérée.*". En 2013, Le Monde Diplomatique notait que les accords d'Oslo de 1993 « *ont fonctionné comme un étau qui a enserré et étouffé l'économie palestinienne* » au point de provoquer « *la régression continue de l'industrie* ». Elle se développa un peu par la suite, voyons comment.

Les données économiques suivantes concernent essentiellement la bande de Gaza qui nous intéresse tout particulièrement. Elles vous aideront vous faire votre propre idée sur les conditions qui prévalaient à Gaza le 7 octobre 2023.

- 2019 - Depuis 2007, 90% des entreprises de Gaza ont dû fermer ; 40% de la population sont aujourd'hui au chômage ; 96% de l'eau courante est impropre à la consommation ; 90% des entreprises ont disparu depuis l'imposition du blocus. La distribution d'électricité oscille entre quatre et huit heures par jour. association-belgo-palestinienne.be 20 décembre 2019

- Entre 1975 et 2014, la contribution des secteurs de l'agriculture et de l'industrie au PIB est passée de 37 à 18 %, et sa contribution à l'emploi a baissé de 47 à 23 % (CNUCED, 2016 : 10). Les investissements se sont en revanche orientés vers les microentreprises et petites entreprises de services, moins exposées à l'instabilité et aux risques. Ainsi 90 % du nombre total d'entreprises palestiniennes en 2017 compte moins de quatre employés. journals.openedition.org 2020

- Sur les 3 900 fabriques de toute nature recensées en juin 2005, il n'en reste plus que 195 employant seulement 1 750 personnes au lieu de 35 000.

Les principales industries palestiniennes sont celles de l'extraction du marbre et de la pierre, avec 1 650 entreprises palestiniennes; l'industrie agro-alimentaire, dont l'huile d'olive représente 15 à 20 % de la production ; l'industrie pharmaceutique, représentant 8,8 \$ millions d'exportations de médicaments génériques vers l'Algérie et l'Europe de l'Est ; et ensuite l'industrie du textile, de la chaussure et des hautes technologies.

En 2017, après les guerres de 2012 et de 2014 (avec un bilan cumulé de 2 500 Palestiniens et 72 Israéliens tués), Robert Piper, le coordonnateur humanitaire de l'ONU pour les territoires palestiniens occupés, déclare : « *La dégradation de la situation s'est accélérée plus vite que prévu (...). Gaza est peut-être d'ores et déjà inhabitable.* » wikipedia.org

- La situation des travailleurs des territoires arabes occupés. - Organisation internationale du Travail (OIT)

Conférence internationale du Travail 111e session, 2023

Rapport du Directeur général

Extrait.

Le salaire nominal journalier moyen a également baissé de 6,2 pour cent à Gaza, ce qui indique que les travailleurs à Gaza ont également perdu un dixième de leur pouvoir d'achat.

Le salaire nominal journalier moyen a accusé la baisse la plus rapide dans le secteur manufacturier et les industries extractives, chutant de 3,4 per cent. Les salaires ont baissé dans tous les secteurs à Gaza, exception faite du secteur de l'agriculture.

En 2022, le salaire nominal a plus ou moins stagné, affichant une timide hausse de 0,4 pour cent. Abstraction faite de l'impact des salaires perçus en Israël et dans les colonies (qui ont relativement bien résisté par comparaison avec les salaires versés en Cisjordanie et à Gaza), le salaire nominal journalier moyen dans le territoire palestinien occupé a reculé de 5,1 pour cent. Cette baisse, conjuguée à une hausse des prix à la consommation de 3,7 pour cent en 2022, a fait chuter le pouvoir d'achat des travailleurs palestiniens de presque 10 pour cent. La baisse du salaire nominal journalier moyen a été particulièrement rapide à Gaza (6,2 pour cent). La contraction assez importante des salaires en Cisjordanie et à Gaza, par rapport à ceux qui ont cours en Israël et dans les colonies, a creusé encore davantage l'écart de rémunération entre ces différentes zones.

En Israël et dans les colonies, les salaires des travailleurs palestiniens sont 2,7 fois plus élevés que dans le territoire palestinien occupé; 2,2 fois plus élevés qu'en Cisjordanie; et 4,4 fois plus élevés qu'à Gaza.

Le taux global de chômage à Gaza demeure extrêmement élevé, s'établissant à 45,3 pour cent en 2022

La progression de l'emploi à Gaza s'est intégralement concentrée dans l'économie informelle. L'emploi formel a perdu environ 2 000 emplois (le secteur des services et autres activités ayant supprimé des emplois formels), alors que l'emploi informel a gagné quelque 30 000 emplois. La part de l'emploi informel dans l'emploi total à Gaza a donc grimpé à 60,6 pour cent en 2022.

L'incidence de l'emploi informel est un autre élément qui permet de mesurer la qualité des emplois, car les travailleurs ne se tournent généralement vers l'économie informelle qu'en dernier ressort, celle-ci augmentant les risques de vulnérabilité et de précarité. Elle est passée de 51,0 pour cent en 2021 à 53,9 pour cent en 2022.

Le PIB par habitant a progressé de 1,2 pour cent en 2022 (0,9 pour cent en Cisjordanie et 2,7 pour cent à Gaza), mais il est resté inférieur aux niveaux de 2019, avant la pandémie. Si, en Cisjordanie, le PIB par habitant était en 2022 de 52,5 pour cent supérieur à celui de 2006, à

Gaza en revanche, il représentait 63,0 pour cent de celui de 2006, l'année qui a précédé le début du blocus. Le niveau de vie est près de quatre fois plus élevé en Cisjordanie qu'à Gaza.

La croissance économique dans le territoire palestinien occupé devrait encore ralentir en 2023, pour se situer à 2,5 pour cent, car la situation budgétaire précaire pèse sur l'activité économique et l'inflation continue de réduire le pouvoir d'achat 45. Ce taux de croissance entraînera probablement une réduction du niveau de vie par habitant en 2023.

En 2022, c'est le secteur du commerce et de l'hôtellerie-restauration qui a créé le plus grand nombre d'emplois dans le territoire palestinien occupé.

Un total de 106 449 camions de marchandises autorisés sont entrés dans Gaza en 2022, et 7 530 en sont sortis 53. Bien que ces chiffres soient les plus élevés depuis le début du blocus de Gaza en 2007, le nombre de camions entrant dans Gaza demeure de 19 pour cent inférieur à son niveau d'avant le blocus, et le nombre de camions sortant reste inférieur de 35 pour cent. En outre, l'approvisionnement en électricité reste limité à une douzaine d'heures par jour 54. L'obligation imposée par les autorités israéliennes aux entreprises d'obtenir la certification ISO 22000, que seules 13 entreprises de Gaza ont obtenue à ce jour 55, freine également les exportations de produits alimentaires transformés depuis Gaza.

https://www.un.org/unispal/wp-content/uploads/2023/05/ILOANNRPTf_260523.pdf

- Consulat général de France à Jérusalem - Août 2017

Chiffres de 2015.

Contrainte dans son développement et ses échanges par les restrictions imposées par l'occupation en Cisjordanie et le blocus à Gaza, la production industrielle stagne et ne crée pas suffisamment d'emplois pour faire face à un chômage important.

En baisse de 15% par rapport à 2014 (1 712,4 M USD), l'industrie représente 11,5% du PIB (1 458,7 M USD) en 2015 et concentre près de 9% de l'emploi total (90 486) et 18 056 entreprises.

La part de l'industrie dans l'économie des Territoires palestiniens (TP) est relativement faible avec 11,5% du PIB (1 458,7 M USD), contre 35% en Jordanie. L'industrie palestinienne se divise en quatre catégories : l'électricité, le gaz et la climatisation (11,8%), les carrières (4%), l'eau et le traitement des déchets et eaux usées (0,8%) et l'industrie manufacturière (83,2%). Hors agroalimentaire et industrie pharmaceutique, la production industrielle manufacturière, faible en valeur et peu diversifiée, est essentiellement composée de produits semi transformés et peu sophistiqués. Les TP comptent 18 056 entreprises industrielles. La plupart sont des entreprises familiales avec moins de 5 employés. Il n'y a que 81 entreprises de plus de 50 employés.

En 2015, l'industrie agroalimentaire, premier moteur industriel des TP juste devant les carrières et les pierres, représente 24,7% de la production industrielle (360,7 M USD) et emploie près de 14 880 personnes (soit environ 16,8% de l'emploi industriel).

Par ailleurs, l'extraction (4,3% avec 50 M USD) et la production de pierres de construction et d'ornement (18,7% avec 272,3 M USD) contribuent à près de 23% de la production industrielle avec 322,3 M USD (2,5% du PIB) en 2015. (Cela ne concerne que la Cisjordanie. - J-C)

D'autre part, la production de produits textiles, vêtements et produits en cuir représente 8,4 % de la production industrielle avec 122,2 M USD. 16,8 % de la main d'œuvre industrielle (15 252 emplois).

Les produits métalliques manufacturés représentent 9% de l'industrie avec 134,6 M USD, et la production de meubles 13% avec 185,7 M USD.

- Fragments palestiniens : pouvoir, territoire et société - 2020

Par Taher Labadi (tallabad@gmx.com)

Aix Marseille Univ, CNRS, IREMAM, LEST, Aix-en-Provence, France ;

L'activité économique palestinienne est dominée par une élite rentière et globalisée

Tous ces projets et politiques ont tout de même favorisé l'émergence d'une élite palestinienne formée de hauts fonctionnaires de l'AP, d'hommes d'affaire et, dans une moindre mesure, de responsables d'ONG. Jusqu'au début des années 1990, l'économie des TPO est encore dominée par deux groupes sociaux distincts, celui des grands propriétaires fonciers et celui composé d'industriels et de commerçants ayant su prospérer en leur qualité d'intermédiaires avec l'économie israélienne depuis 1967. Leur poids reste cependant relativement négligeable en comparaison à un troisième groupe qui s'est constitué dans la « diaspora », en particulier dans les pays arabes du Golfe. Sa présence là-bas lui a permis de prendre part à l'accumulation rapide de capital liée à l'industrie pétrolière à partir des années 1960 et de s'associer très tôt au processus d'intégration dans la globalisation qui affecte la région (Hanieh, 2013).

Ce troisième groupe est cependant en quête de stabilité pour ses capitaux et espère pouvoir profiter des nouveaux marchés que lui garantirait l'ouverture des chantiers du développement et de la construction dans les TPO. Son influence croissante sur l'OLP à partir des années 1970 lui permet ainsi de contribuer à l'infléchissement des objectifs du mouvement national palestinien, vers l'acceptation d'une solution « à deux Etats ». À partir de 1993, de puissants conglomérats sont établis – tels que le Palestinian Development & Investment Corporation (PADICO) ou l'Arab Palestinian Investment Company (APIC) – grâce auxquels cette élite va intégrer l'économie palestinienne et bientôt contrôler une part significative de presque toutes les grandes et moyennes entreprises en Cisjordanie et dans la bande de Gaza (Hanieh, 2011).

D'un autre côté, les dispositions commerciales prévues dans le cadre des accords d'Oslo permettent à l'AP d'ériger un certain nombre de monopoles sur l'importation de marchandises – ciment, tabac, carburants, farine, sucre... – ou de certaines grandes marques internationales, tous concédés à des proches de l'appareil politique palestinien (Samara, 2000). Progressivement, l'alliance entre les deux élites, politique et économique, est renforcée par la mise en œuvre de partenariats dans les affaires, des rapprochements familiaux et un

chevauchement croissant des carrières entre hauts fonctionnaires et dirigeants d'entreprises (Hilal, 2002). Un certain nombre d'hommes d'affaires tirent également avantage de leur proximité avec la direction de l'AP pour s'engager dans des relations commerciales et de partenariats avec d'anciens responsables politiques et militaires israéliens.

Cette situation est parfaitement illustrée par la trajectoire de Munib Masri et de plusieurs membres de sa famille. Celui-ci est milliardaire et actuel directeur des groupes Engineering and Development Group (EDGO) – une entreprise multinationale spécialisée dans le secteur de l'énergie – et PADICO. Outre ses activités d'affaires, il exerce notamment les responsabilités de ministre des travaux publics en Jordanie en 1970, de ministre des finances et de la reconstruction de l'AP en 1993 et siège dans les conseils d'administration de nombreuses fondations culturelles, éducatives et humanitaires. D'un autre côté, Yasser Abbas, fils de l'actuel président palestinien, est président du conglomerat Falcon Holding Group qui détient le monopole sur l'importation de certaines marques – notamment sur les cigarettes de fabrication étatsunienne – dans les TPO. Son frère Tareq est quant à lui membre du conseil d'administration d'APIC et dirige plusieurs entreprises filiales du groupe parmi lesquelles l'agence de communication Sky10.

Du reste, la relative prospérité de ces élites est d'abord liée à l'afflux de financements étrangers, à l'importation de produits de consommation, à la prestation de services et à la construction. Des secteurs qui ne sont que peu affectés par l'extension des colonies israéliennes. Elles sont de ce fait avant tout soucieuses de tirer avantage de leur qualité d'intermédiaires avec le monde extérieur et de continuer à développer leurs activités sur le plan régional, en Jordanie ou dans les pays du Golfe, et au-delà. Au même moment, l'immense majorité du secteur privé demeure écrasée par le poids de l'occupation israélienne et se voit incapable de rivaliser face à un capital de plus en plus oligarchique et privilégié (Haddad, 2016). Cette singularité explique probablement que ces élites aient si bien souscrit aux prescriptions d'inspiration néolibérale de la Banque mondiale et des bailleurs internationaux. Des prescriptions qui visent en premier lieu à renforcer la compétitivité, la stabilité et la sécurité dans les TPO, en dépit de l'absence de toute souveraineté manifeste.

Cet engagement transparait de manière particulièrement marquée à partir de 2007 et l'arrivée de Salam Fayyad – ancien employé de la Banque mondiale et ex-représentant officiel du FMI dans les TPO – à la tête du gouvernement de l'AP en Cisjordanie. Ses plans réussis constituent un tournant dans la mise en application des objectifs de réforme de la fiscalité, de développement du secteur bancaire et financier, et de promotion du secteur privé. Poussant jusqu'au bout la rationalisation économique du processus de construction étatique, il entreprend de rendre le territoire attractif aux capitaux en promettant de créer un environnement propice pour les investisseurs. Le renforcement de la sécurité intérieure et du maintien de l'ordre forment alors également un élément clé du « *fayyadisme* » (Tartir, 2015). Divers gouvernements se sont succédé depuis son départ en 2013, tous prenant soin d'affirmer leur attachement à poursuivre le mouvement impulsé par leur prédécesseur. Les diverses tentatives pour attirer les investisseurs étrangers resteront pourtant sans succès.

Le développement de l'appareil de sécurité palestinien constitue en revanche une réalité bien palpable. Ses effectifs sont estimés à 65 463 fin 2016 en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. En 2014, les dépenses de sécurité couvraient quant à elle presque un tiers du budget de l'AP (soit environ 1 milliard USD¹²). Cet appareil de sécurité a subi d'importantes réformes depuis 2005 – avec le soutien et sous la supervision de l'UE (programme EUPOL COPPS) et

des États-Unis – dans le but de renforcer ses capacités de maintien de l'ordre. Celui-ci constitue aujourd'hui un dispositif imposant dans la coopération avec Israël, contre toute forme d'opposition aux accords d'Oslo et de résistance à l'occupation. Ces dernières années on assiste également à une multiplication des agences de sécurité privée, gérées par d'anciens responsables de l'AP. Dans un contexte de renforcement de la précarité et d'accroissement des inégalités sociales, cette tournure autoritaire contribue, là encore, à augmenter les tensions avec la population.

<https://doi.org/10.4000/remmm.14298>

A lire.

La propagande magistrale du « jour le plus meurtrier pour les Juifs depuis l'Holocauste » par Tom Suarez 26 novembre 2023

Israël et ses partisans se livrent à un révisionnisme de l'Holocauste pour justifier son attaque génocidaire contre Gaza.

http://www.luttedeclasser.org/dossier_2023/propagande_sioniste_hamas_nazi.pdf

Source en anglais :

<https://mondoweiss.net/2023/11/the-masterful-propaganda-of-deadliest-day-for-jews-since-the-holocaust/>

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Il convient de noter que les Brigades martyres al-Qassam, la branche militaire du mouvement Hamas, ont publié une lettre écrite par une prisonnière (Danielle) aux moudjahidines des brigades et à leurs dirigeants, qui l'accompagnaient durant sa captivité.

Dans la lettre, la prisonnière a remercié les Brigades Al-Qassam pour « *l'humanité contre nature dont elles ont fait preuve envers sa fille* », soulignant que « *tout le monde, des officiers aux dirigeants, se sont comportés avec elle avec gentillesse et compassion* ». Elle a exprimé sa gratitude envers la Résistance "*parce que sa fille (Emilia) ne quitterait pas cet endroit [Gaza], avec un traumatisme psychologique à vie*". english.almayadeen.net et french.almanar.com.lb 27 novembre 2023

- Dans la journée, le journal israélien Haaretz a rapporté que les 13 premiers prisonniers israéliens libérés avaient été jugés en bon état, affirmant qu'ils avaient reçu un bon traitement pendant qu'ils étaient retenus en captivité.

Le centre médical des enfants de "Petah Tikva" a été cité comme disant qu'il avait admis quatre femmes libérées et quatre enfants qui étaient détenus en captivité à Gaza et qu'ils auraient été en bon état. english.almayadeen.net 25 novembre 2023

- Euro-Med Monitor, une organisation basée à Genève, s'est inquiétée du vol d'organes sur les cadavres en citant des rapports de professionnels de la santé à Gaza qui ont examiné quelques corps rapidement après leur libération. Ces professionnels de la santé ont trouvé des preuves de vol d'organes, notamment des cochlées et des cornées manquantes, ainsi que d'autres organes vitaux tels que des foies, des reins et des cœurs. middleeastmonitor.com 27 novembre 2023

- Les États-Unis craignent que les journalistes n'entrent à Gaza pendant la trêve, exposent les crimes israéliens

Un rapport de Politico cite des responsables américains avertissant que l'absence de trêve augmenterait la pression sur l'administration Biden aux niveaux national et mondial.

L'administration du président américain Joe Biden craint qu'une pause temporaire de l'agression contre Gaza n'autorise les journalistes à accéder à la bande de Gaza et à prendre des photos et rédiger des rapports, répétant en découvrant les crimes et les destructions israéliennes que l'agression a causées, a rapporté mardi Politico en citant des responsables américains.

Les images émergentes et la couverture pourraient "*retourner l'opinion publique sur Israël*", a déclaré le journal. english.almayadeen.net 23 novembre 2023

- Des milliers de personnes au Maroc descendent dans la rue, exprimant leur opposition à la normalisation des relations avec l'État hébreu. english.almayadeen.net 27 novembre 2023

Israël expulse une défenseuse des droits de l'homme qui documente les démolitions de maisons palestiniennes

Alison Russell a été arrêtée par les forces israéliennes alors qu'elle documentait les démolitions de maisons à Masafer Yatta, en Cisjordanie occupée. Elle a été expulsée à l'issue d'une audience sommaire au cours de laquelle la police israélienne l'a accusée de "*soutenir le terrorisme*".

<https://mondoweiss.net/2023/11/israel-deports-human-rights-defender-documenting-palestinian-home-demolitions/>

On croirait qu'ils ont le feu aux fesses !

Guterres appelle à "un cessez-le-feu humanitaire total" à Gaza - aa.com.tr 27 novembre 2023

"*Le dialogue qui a conduit à l'accord doit se poursuivre et donner lieu à un cessez-le-feu total pour des raisons humanitaires, au bénéfice de la population de Gaza, d'Israël et de la région dans son ensemble*", a-t-il lancé.

Guterres a également renouvelé son appel à la libération immédiate et inconditionnelle des "otages", selon le même communiqué.

Dujarric a, également, noté que le Secrétaire général des Nations unies exhorte tous les pays à "user de leur influence pour mettre fin à ce conflit tragique". aa.com.tr 27 novembre 2023

Prolongation de la trêve humanitaire de deux jours supplémentaires dans la Bande de Gaza - aa.com.tr 27 novembre 2023

Le ministère qatari des Affaires étrangères et le mouvement palestinien Hamas ont annoncé, lundi soir, avoir conclu un accord avec la partie israélienne concernant la prolongation de deux jours supplémentaires de la trêve humanitaire dans la Bande de Gaza. aa.com.tr 27 novembre 2023

Gaza : Erdogan et Sanchez discutent de l'acheminement de l'aide et des efforts en vue d'un cessez-le-feu permanent - aa.com.tr 27 novembre 2023

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a eu, lundi, un entretien téléphonique avec le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez.

Selon un communiqué de la direction de la Communication de la Présidence turque, les deux dirigeants ont abordé les attaques israéliennes contre les Palestiniens, les mesures à prendre pour assurer l'acheminement ininterrompu de l'aide humanitaire à Gaza et les efforts en vue d'un cessez-le-feu permanent et d'une paix durable. aa.com.tr 27 novembre 2023

Arrestation de 260 Palestiniens par l'armée israélienne en Cisjordanie, durant la trêve humanitaire à Gaza - aa.com.tr 27 novembre 2023

La responsable des médias du Club des prisonniers palestiniens, Amani Sarahneh, a déclaré que les arrestations s'inscrivent "dans le cadre d'une campagne de raids accompagnée d'actes de vandalisme et d'agressions".

Le Club des prisonniers palestiniens a déclaré, ce lundi, que l'armée israélienne avait arrêté 260 Palestiniens en Cisjordanie occupée, pendant la trêve temporaire avec le Hamas dans la bande de Gaza.

Amani Sarahneh, la responsable des médias du Club des prisonniers palestiniens (organisation non gouvernementale), a déclaré à Anadolu que "Durant les quatre jours de trêve humanitaire, les autorités israéliennes ont mené une campagne d'arrestations en Cisjordanie, y compris dans la ville de Jérusalem-Est, contre 260 Palestiniens".

Elle a souligné que ces arrestations s'inscrivent "*dans le cadre d'une campagne de raids contre les villes palestiniennes, accompagnée d'actes de vandalisme et de violences contre les détenus et leurs familles*".

Selon Sarahneh, "*depuis le 7 octobre, Israël a arrêté 3 260 Palestiniens en Cisjordanie*".

Elle a souligné que "*les détenus sont interrogés par des agents des renseignements israéliens, et certains d'entre eux sont libérés après des heures, voire des jours, ou sont reclus en détention administrative (sans chef d'inculpation) ou passent en jugement*".

L'armée israélienne mène des campagnes d'incursions quotidiennes dans les villages et les villes de Cisjordanie, qui dégénèrent en affrontements, en arrestations et en fusillades et tirs de bombes lacrymogènes contre les Palestiniens. aa.com.tr 27 novembre 2023

Borrell : "*Le nombre disproportionné de morts à Gaza est inacceptable*" - aa.com.tr 27 novembre 2023

Le haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Josep Borrell, a déclaré, lundi, que "*la souffrance des habitants de Gaza, déjà privés de produits de base et le nombre disproportionné de morts, dont 5 000 enfants*", sont "*inacceptables*".

Il a ajouté, dans un communiqué publié sur le site de l'UE, que "*la paix entre Israël et la Palestine est devenue une nécessité stratégique pour l'ensemble de la communauté euro-méditerranéenne et ailleurs*". aa.com.tr 27 novembre 2023

Borrell: "*Financer de nouvelles colonies illégales n'est pas de la légitime défense*" - aa.com.tr 27 novembre 2023

Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne (UE) pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, s'est dit "*consterné d'apprendre qu'en pleine guerre, Israël va allouer de nouveaux fonds à la construction de nouvelles colonies illégales. Ce n'est pas de la légitime défense*".

Borrell s'est exprimé, lundi, lors de l'ouverture du 8e forum régional de l'Union pour la Méditerranée (UPM) à Barcelone, en Espagne, qu'il a coprésidé avec le ministre jordanien des affaires étrangères, Ayman al-Safedi.

Borrell a condamné la décision d'Israël d'allouer des fonds pour augmenter le nombre de colonies illégales.

"Je suis consterné d'apprendre qu'en pleine guerre, Israël va allouer de nouveaux fonds à la construction de nouvelles colonies illégales. Ce n'est pas de la légitime défense. Cela ne rendra pas Israël plus sûr. Les colonies constituent une grave violation des droits de l'homme

internationaux et la plus grande responsabilité d'Israël en matière de sécurité", a-t-il partagé sur le réseau social X après son discours.

Dans son discours, Borrell a affirmé qu'"*il n'y aura pas de paix et de sécurité pour Israël sans un État palestinien*". aa.com.tr 27 novembre 2023

J-C – Statu quo ou la guerre continue... ou Israël disparaît, c'est déjà moins vraisemblable dans l'état actuel des choses.

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

En famille. La minute de trop.

Gaza: LFI se voit refuser une minute de silence à l'Assemblée pour les employés de l'ONU tués - bfmtv.com 21 novembre 2023

J-C – Cette info m'avait échappé.

Le vrai visage du régime de Macron soutenu par l'extrême droite, belliqueux, haineux, cruel, sioniste, barbare en somme.

Décidément, quand on dit qu'ils sont incurables, la preuve, LFI, et le POI qui a soutenu cette initiative (à la Une d'Informations ouvrières), n'en loupent pas une pour servir la soupe à Macron et à l'extrême droite. Car imaginez un instant que cette minute de silence ait eu lieu, les médias aux ordres s'en seraient emparés pour louer l'humanisme de Macron et Le Pen, la réaction au grand complet, je ne me trompe pas, n'est-ce pas ?

LFI a commis une grave erreur politique, Renaissance et RN/FN aussi, heureusement, pour un peu ce sont ces ordures qui ont sauvé l'honneur (de toutes manières perdu) de LFI et du POI.

Souvenez-vous, ils ont fait tout un pataquès pour faire savoir qu'ils ne manifesteraient au côté de Renaissance et du RN/FN, mais ils ne voient pas d'inconvénients lorsqu'il s'agit de jouer au foot (Equipe parlementaire) avec eux ou de participer à peine 9 jours plus tard à une minute de silence en hommage aux victimes en présence de leurs assassins ou complices, c'est la même chose.

Je me suis fait beaucoup d'ennemis en m'attaquant à l'opportunisme pathologique de LFI parmi les contacts que j'ai eus, du coup ils ont préféré ne plus donner signe de vie ou ne plus me répondre, à croire qu'ils se sont sentis visés. C'est leur problème, pas le mien ou je m'en tape, je ne changerai pas pour autant mon orientation politique.

BFMTV - Mathilde Panot a proposé ce mardi matin en conférence des présidents une minute de silence pour les employés de l'ONU morts à Gaza depuis le début du conflit entre Israël et le Hamas. La patronne des députés insoumis s'est vue opposée un fin de non-recevoir.

"Je regrette au nom de mon groupe que Marine Le Pen et Sylvain Maillard se soient opposés à notre demande", a tancé la patronne des députés insoumis lors d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale.

L'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (Unrwa) a indiqué dans un bilan publié lundi la mort de 102 employés et au moins 27 blessés. L'institution internationale a rendu hommage à ses collaborateurs en observant une minute de silence et en mettant en berne tous les drapeaux des 193 membres de pays de l'ONU, dans les bureaux de New York comme à Genève.

"La majorité des groupes ont refusé ce principe", confirme l'entourage de Yaël Braun-Pivet auprès de BFMTV.com.

"On s'est mis à faire des minutes de silence sur beaucoup de choses ces derniers temps. C'est sûr qu'on peut faire un peu de ménage là-dedans", décrypte un collaborateur parlementaire macroniste.

L'Assemblée nationale avait également observé une minute de silence en hommage aux victimes du Hamas, trois jours après les attaques du 7 octobre contre Israël. bfmtv.com 21 novembre 2023

Qu'ils rompent avec ceux qu'ils veulent "dégager" et les institutions de la Ve République qui sont incompatibles avec " la fraternité humaine et les valeurs de la République" !

"Des fascistes marchent dans nos rues": la gauche dénonce la descente de "l'ultradroite" à Lyon - BFMTV 28 novembre 2023

Jean-Luc Mélenchon sur X : La nuit les bandes d'extrême droite dans la rue à Rennes, Lyon ou Grenoble. Voilà le résultat des encouragements médiatico-politiques. Voilà le bilan de la réhabilitation de l'extrême droite par « l'arc républicain » et de la criminalisation des vrais militants anti-racistes. Que les responsables de cette honte dégagent !

Toujours sur X, le patron du Parti communiste Français Fabien Roussel - La terreur et la haine défilent masqués avec des cagoules et armés de barre de fer à la nuit tombée. Ne laissons pas la République et la fraternité reculer. Nous quand on défile, c'est au grand jour, pour célébrer la fraternité humaine et les valeurs de la République.

Au moins un millier de personnes ont participé à 13 rassemblements à l'initiative de l'ultradroite dans plusieurs villes du pays ce week-end.

Cette mobilisation de l'ultradroite devrait se poursuivre cette semaine, selon une note de la Direction nationale du renseignement territorial transmise à la présidence de la République et à la Première ministre que BFMTV a pu consulter. BFMTV 28 novembre 2023

J-C - L'élection d'un Président de la République représentant l'extrême droite du capitalisme et supportant le régime néonazi de Kiev et de Tel-Aviv, ne pouvait qu'encourager les nervis à passer à l'action.

En famille. Racisme d'Etat ou punition collective sioniste.

Lille : une commission rend un avis favorable à la résiliation du contrat du lycée musulman Averroès avec l'État - francetvinfo.fr 27 novembre 2023

L'établissement est pointé du doigt pour un don qatari en 2014, un ouvrage religieux litigieux dans la bibliographie d'un enseignement spirituel et des irrégularités de gestion.

La commission de concertation pour l'enseignement privé présidée par le préfet du Nord a voté, lundi 27 novembre, en faveur de la résiliation du contrat d'association liant le lycée musulman lillois Averroès à l'État, ont indiqué des sources proches du dossier à France Bleu Nord. Les dirigeants de l'établissement étaient convoqués devant cette commission consultative. Le préfet du Nord Georges-François Leclerc annoncera sa décision dans les prochains jours.

L'établissement de 473 élèves, ouvert en 2003, est pointé du doigt pour un don qatari en 2014, un ouvrage religieux litigieux dans la bibliographie d'un enseignement spirituel, et des irrégularités de gestion. "*Ce sont des insinuations, il n'y a pas le moindre début d'élément, il n'y a pas de lien avec les Frères musulmans*", assure l'un des avocats du lycée Joseph Breham.

En 2014, le lycée a reçu un don d'une ONG du Qatar d'environ 900 000 euros, ce qui lui a permis d'acheter ses locaux actuels. Le directeur de l'établissement Éric Dufour indique pour sa part que le lycée n'a plus reçu de don étranger depuis 2015 et que tous les financements sont transparents. Si le contrat entre le lycée et l'État était effectivement rompu, l'Éducation nationale cesserait de rémunérer les enseignants, et la Région le personnel parascolaire.

L'un des avocats du lycée Averroès, Joseph Breham, dénonce un "*sentiment d'hostilité*" de la part des autorités lors de la réunion de la commission lundi. Il qualifie d'ailleurs cette réunion de "*caricaturale*", soutenant notamment qu'aucun représentant de l'établissement n'a pu "*finir l'un de ses propos*". francetvinfo.fr 27 novembre 2023

J-C - Nous ne soutenons pas le financement par l'Etat des établissements scolaires privés, pour autant nous dénonçons cette décision autoritaire, injuste, purement politique. Sinon, l'Etat doit cesser de financer l'ensemble des établissements scolaires privés confessionnels, y compris catholiques, protestants ou judaïques entre autres.

Racket d'Etat ou comment ils terrorisent les pauvres en les rançonnant.

Paris 2024 : le prix du ticket de métro va quasiment doubler pendant les Jeux, le forfait hebdomadaire passera à 70 euros - francetvinfo.fr 27 novembre 2023

Du 20 juillet au 8 septembre 2024, il ne sera plus possible d'acheter de Navigo Jour et Semaine. A la place, un pass Paris 2024 sera créé avec une tarification spéciale : 70 euros la semaine, contre 30 euros actuellement.

Le forfait illimité à la journée passera à 16 euros. Un tarif dégressif : 30 euros pour deux jours, 42 pour 3 jours et jusqu'à 10 euros la journée au bout de 7 jours. Le ticket de métro unitaire passera lui à 4 euros, contre 2,10 euros. Les détenteurs d'un pass Navigo mensuel ou annuel ne sont pas concernés par ces nouveaux tarifs JO.

Pour échapper au ticket de métro à 4 euros, il faudra charger des tickets sur une carte Navigo Easy avant le 20 juillet. Une fois cette date passée, seul le forfait Liberté+ permettra de voyager pour 1,73 € le trajet.

Une autre augmentation concerne cette fois tous les abonnés du pass Navigo mensuel : celui-ci devrait coûter 86,40 euros à partir du 1er janvier 2024, soit une augmentation de plus de deux euros. Ce nouveau prix doit être soumis au vote du conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilités le 7 décembre prochain. En 2023 le pass Navigo était passé déjà de 75,20 euros à 84,10 euros. francetvinfo.fr 27 novembre 2023

Italie.

L'extrême droite zélée exécutant du Green New Deal de l'Agenda 2030 totalitaire de Davos.

Italie : Le gouvernement approuve 27,4 milliards d'euros d'investissements pour la transition énergétique - AFP/20 Minutes 28 novembre 2023

« *Nous voulons libérer le grand potentiel de notre pays, pour en faire une référence en matière d'énergies renouvelables* », a déclaré le ministre de la Transition écologique, Gilberto Pichetto.

Les mesures, qui incluent la réduction des formalités administratives pour des projets d'énergie verte et l'affectation de zones appartenant à l'Etat à la production de parcs éoliens, « *représentent 27,4 milliards d'euros d'investissements* ». « Nous voulons accélérer le développement des énergies renouvelables pour servir les objectifs de 2030 », a ajouté le ministre.

Le décret déclare également que la construction et l'exploitation de projets de terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL) terrestres constituent des « *interventions stratégiques urgentes d'utilité publique, non-ajournables* », a indiqué Gilberto Pichetto. Cela devrait favoriser l'accélération des travaux de deux terminaux terrestres GNL dans le sud de l'Italie, à Porto Empedocle en Sicile et à Gioia Tauro en Calabre. Selon certains détracteurs, les nouvelles infrastructures gazières constituent toutefois un gaspillage de ressources et compromettent les politiques en faveur de la décarbonation. AFP/20 Minutes 28 novembre 2023

Russie.

Aveu. Ce sont les oligarques anglo-saxons qui sont à l'origine de la guerre en Ukraine.

J-C - Ils se sont servis de leur larbin Boris Johnson pour faire le sale boulot et se couvrir.

«La Russie était prête à mettre fin à la guerre» : David Arakhamia admet que Kiev aurait pu éviter le pire dès 2022 - AFP/RT 25 novembre 2023

«*Si nous acceptions la neutralité, la Russie était prête à mettre fin à la guerre*» : dans un entretien diffusé le 24 novembre par la chaîne ukrainienne 1+1, le député David Arakhamia est revenu sur le choix fatidique de Kiev fin de l'hiver 2022, quelques semaines après le début de l'opération russe en Ukraine.

Le parlementaire de la Rada était le négociateur en chef pour la partie ukrainienne lors de pourparlers tenus à Istanbul en mars 2022. Or, il y a près de deux ans, la position de Kiev était bien différente. L'Ukraine envisageait alors d'accepter l'exigence de neutralité de Moscou, en échange de garanties de sécurité, via plusieurs garants occidentaux. Finalement, le refus de Kiev conduisit à la poursuite des combats.

«*Si nous acceptions la neutralité, la Russie était prête à mettre fin à la guerre*» : dans un entretien diffusé le 24 novembre par la chaîne ukrainienne 1+1, le député David Arakhamia est revenu sur le choix fatidique de Kiev fin de l'hiver 2022, quelques semaines après le début de l'opération russe en Ukraine. Le parlementaire de la Rada était le négociateur en chef pour la partie ukrainienne lors de pourparlers tenus à Istanbul en mars 2022. Or, il y a près de deux ans, la position de Kiev était bien différente. L'Ukraine envisageait alors d'accepter l'exigence de neutralité de Moscou, en échange de garanties de sécurité, via plusieurs garants occidentaux. Finalement, le refus de Kiev conduisit à la poursuite des combats.

Et Arakhamia d'ajouter enfin un détail d'importance : «*Qui plus est, à notre retour d'Istanbul, Boris Johnson est arrivé à Kiev [en avril 2022, ndlr] et il a dit qu'il ne fallait rien signer avec eux et que "nous allons faire la guerre"*». L'élu ukrainien confirme ainsi le rôle considérable de l'ancien Premier ministre britannique, qui avait été révélé dès l'été 2022 par la revue Foreign Affairs. En définitive, les Occidentaux, que l'Ukraine espérait devenir les garants de sa sécurité, se sont fait ceux de sa perte en la contraignant au conflit.

«*La Russie n'a jamais refusé de discuter*», déclarait pour sa part le président russe en juin 2023, alors qu'il accueillait à Saint Pétersbourg une initiative africaine pour la paix emmenée par le président sud-africain Cyril Ramaphosa. Ce jour-là, Vladimir Poutine avait évoqué les pourparlers d'Istanbul de l'hiver 2022 et brandi un document : «ce projet d'accord a été signé par les autorités des délégations, des signatures ont été apposées». «*Ce document s'intitule "Accord sur la neutralité permanente et garanties de sécurité pour l'Ukraine"*», avait poursuivi Poutine, évoquant aussi des «*annexes portant sur les armements et les effectifs de l'armée*».

Interrogé sur cet épisode, Arakhamia n'a pas souhaité confirmer l'existence d'un tel document et les signatures. Il a toutefois estimé que «*la clause principale*» était alors l'acceptation de la neutralité par la partie ukrainienne, ou de sa non-adhésion à l'OTAN, «comme la Finlande autrefois». «*Tout le reste n'était que des éléments de langage politiques comme la dénazification, la population russe, ce genre de chose* », a-t-il balayé.

Le refus ukrainien a été résumé par le Président russe devant ses homologues africains ainsi : *«les autorités de Kiev, ou plutôt leurs patrons, ont tout jeté à la corbeille»*, a regretté Vladimir Poutine.